



Bulletin trimestriel d'information sur le marché du travail
2^e Trimestre 2024, numéro 02. Juillet 2024.



Sommaire

Créations d'emplois du secteur privé	P.2
Créations d'emplois du secteur public	P.5
Pertes d'emplois	P.7
Evolution des créations et pertes d'emplois	P.8
Offres et demande d'emplois	P.8
Dialogue social	P.10
Indice harmonisé des prix à la consommation	P.11
Nouvelle créations d'entreprises	P.13

Le Bulletin trimestriel d'information sur le marché du travail est une production de l'Observatoire National de l'Emploi et de la formation (ONEF) sur la situation trimestrielle référencée et des indicateurs clés de l'économie. Ce numéro porte sur l'analyse des données du 2^e trimestre 2024.

Synthèse

- ✓ Le 2^e trimestre 2024, a connu une baisse continue du taux d'inflation jusqu'à 0,1%, un taux largement inférieur à la norme de convergence communautaire de l'UEMOA de 3%.
- ✓ 8 683 emplois ont été créés par le secteur privé au 2^e trimestre 2024, contre 8 599 au 1^e trimestre de la même année, soit une légère augmentation de 0,98%.
- ✓ Au même moment le secteur public a créé 10 209 emplois dont 8 707 emplois portés par les projets/programmes d'insertion et 1 502 emplois par les projets/programmes d'investissements rattachés aux différents Départements Ministériels.
- ✓ Les pertes d'emplois étaient au nombre de 529 au 2^e trimestre 2024, soit une diminution de 43% par rapport au trimestre précédent.
- ✓ On relève aussi, 1 025 demandes d'emplois enregistrées ; 424 offres d'emplois et 400 placements effectués.
- ✓ En ce qui concerne le dialogue social, il a été enregistré 1 028 litiges individuels sur lesquels 150 ont été réglés en conciliation.
- ✓ Par ailleurs, 3 141 nouvelles créations d'entreprises ont eu lieu, soit une baisse de 17,2%, comparativement au 1^e trimestre 2024.

Créations d'emplois du secteur privé

Au 2^e trimestre 2024, 8 683 emplois ont été créés par le secteur privé¹ et spécifiquement par les activités en rapport avec la santé humaine et l'action sociale. Répartis entre les différentes branches d'activités économiques (tableau 1), ces emplois étaient de 8 599 au 1^e trimestre 2024, soit une modeste hausse de 0,98%.

L'accroissement des emplois privés créés au 2^e trimestre 2024 a été constaté dans la plupart des branches d'activité. Outre la branche d'activités pour la santé humaine et l'action sociale, qui a généré 1 616 emplois, on note également de fortes créations d'emplois dans les branches d'activités extractives (12,4%, soit 1 073 emplois) et dans les services de soutien et de

Bureau (11,9%, soit 1 037 emplois). Les emplois créés ont connu une croissance au niveau de toutes les branches d'activités à l'exception des branches d'activités de production et distribution d'électricité et de gaz (63 emplois créés au premier trimestre contre 6 emplois au second trimestre, soit une baisse de 90,5%), d'activités spécialisées, scientifiques et techniques (249 contre 78 emplois au second trimestre, soit une baisse de 68,7%), d'activités de services de soutien et de bureau (1596 à 1037 emplois au second trimestre, soit une baisse de 35%), l'Enseignement (607 à 291 emplois au second trimestre, soit une baisse de 52,1%) et autres activités de services N.C.A. (917 à 737 emplois au second trimestre, soit une baisse de 19,6%).

Tableau 1 : Effectif et répartition (en%) des agents recrutés par branche d'activités

Branches d'activité	Effectif	%
Agriculture, Sylviculture, Pêche	231	2,7
Activités Extractives	1 073	12,4
Activités de Fabrication	337	3,9
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	6	0,1
Production, Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement Déchets et Dépollution	98	1,1
Construction	291	3,4
Commerce	839	9,7
Transports et Entreposage	142	1,6
Hébergement et Restauration	197	2,3
Information et Communication	147	1,7
Activités Financières et d'Assurance	406	4,7
Activités Immobilières	46	0,5
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	78	0,9
Activités de Services de Soutien et de Bureau	1 037	11,9
Activités d'Administration Publique	299	3,4
Enseignement	291	3,4
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	1 616	18,6
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	58	0,7
Autres Activités de Services N.C.A.	737	8,5
Activités Spéciales des Ménages	6	0,1
Activités des Organisations Extraterritoriales	748	8,6
Total	8 683	100

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 2^e trimestre 2024

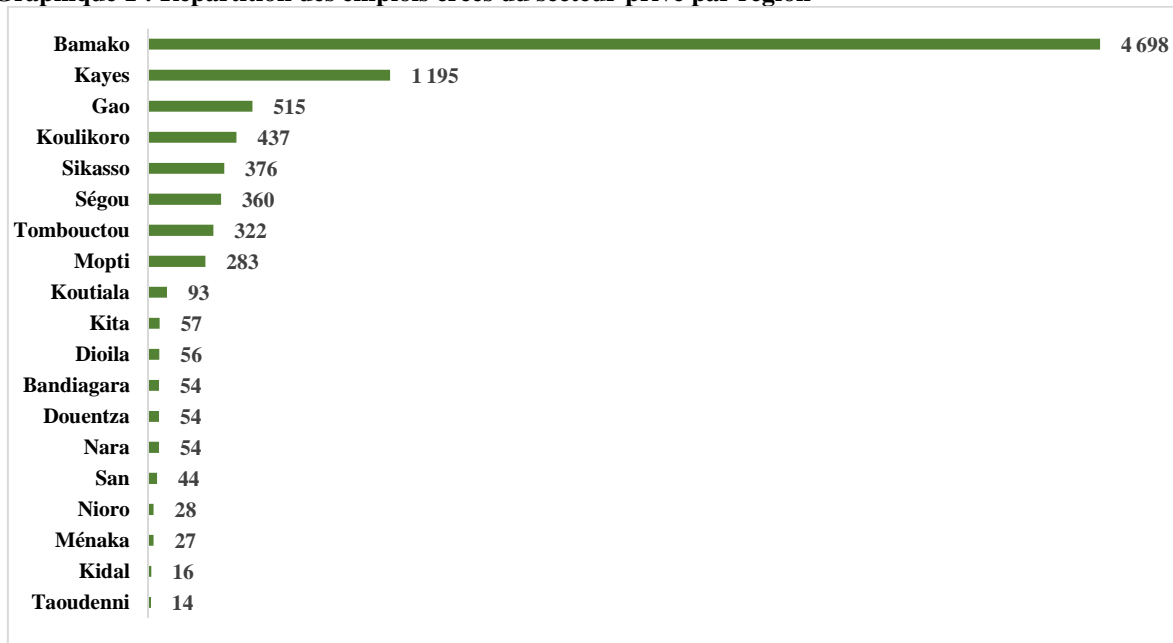
A partir du graphique 1, on note que la majorité (54,1%) des emplois créés, soit 4 698, a lieu dans le District de Bamako. Il est suivi de loin des régions de Kayes (13,8%), Gao (5,9%) et Koulikoro (5%). Les 16 autres régions se répartissent moins d'un quart (21,2%) des emplois créés. En outre, entre le 1^e et le 2^e

trimestre 2024, des baisses en termes de création d'emplois ont été constatées dans certaines régions comme Ségou (555 à 360 au 2^e trimestre), Mopti (529 à 283 au 2^e trimestre), Ménaka (35 à 27 au 2^e trimestre), Nioro (36 à 28 au 2^e trimestre), Dioila (73 à 56 au 2^e trimestre), Koutiala (128 à 93 au 2^e trimestre),

¹ Ce chiffre ne tient pas compte des emplois créés dans la région de Bougouni et est donc sous-estimé.

San (75 à 44 au 2^e trimestre), Douentza (82 à 54 au 2^e trimestre), Bandiagara (146 à 54 au 2^e trimestre), et le district de Bamako (5 095 à 4 698 au 2^e trimestre).

Graphique 1 : Répartition des emplois créés du secteur privé par région



Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 2^e trimestre 2024

Les hommes occupaient plus de trois quart (78,7%) des emplois créés au 2^e trimestre, soit 6 836 emplois sur 8 683 emplois créés au total. En outre, 65,4% des contrats étaient à durée déterminée (CDD). Les principaux bénéficiaires étaient les jeunes de 25 à 35 ans au nombre de 4 555, soit 52,5% des emplois ; et les titulaires de Licence/Master 1 au nombre de 2 593, soit 29,9% des emplois créés.

Par type de contrat, l'analyse des données du tableau 2 montre que le 2^e trimestre 2024 a été marqué par une augmentation du nombre de CDD de 4,3% (passant de 5 447 au 1^e trimestre 2024 à 5 680 emplois au 2^e). Cependant, on observe une baisse du nombre de CDI de 4,7% entre les deux trimestres (passant de 3 152 à 3 003 emplois). La proportion des femmes ayant un CDI (33,9%) est moins élevée que chez les hommes (34,8%). La situation est inversée pour les CDD, soit 66,1% chez femmes contre 65,2% chez les hommes.

Tableau 2 : Effectif et répartition (en%) des agents recrutés par sexe selon le type de contrat

Type de contrat	Homme		Femme		Total	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
CDI	2 376	34,8	627	33,9	3 003	34,6
CDD	4 460	65,2	1 220	66,1	5 680	65,4
Total	6 836	78,7	1 847	21,3	8 683	100

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 2^e trimestre 2024

Entre le 1^e trimestre et le 2^e trimestre 2024, le nombre de diplômés a connu une baisse de 1,1% (tableau 3), passant de 7 721 au 1^e trimestre 2024 à 7 634. Ainsi, au total

Parmi les emplois créés durant le deuxième trimestre 2024, 87,9% étaient pourvus par des diplômés tandis que 12,1% des bénéficiaires n'étaient détenteurs d'aucun

diplôme. Aussi, durant la même période, près de trois employés sur dix (29,9%) avaient la licence/master1 ; 18,3% le BT et 11,6% le DEF. Les diplômés du BAC sont les moins représentés en termes d'emplois

pourvus. On note que le nombre de diplômés de BTS/DEUG a diminué entre le 1^{er} trimestre 2024 et le 2^e trimestre 2024, passant de 1 200 à 751 emplois créés.

Tableau 3 : Effectif et répartition (en %) des agents recrutés par sexe selon le type de Diplôme

Diplôme	Homme		Femme		Total	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Aucun Diplôme	950	13,9	99	5,4	1 049	12,1
DEF	877	12,8	131	7,1	1008	11,6
CAP	619	9,1	122	6,6	741	8,5
BT	1 142	16,7	449	24,3	1 591	18,3
BAC	23	0,3	13	0,7	36	0,4
BTS/DEUG	526	7,7	225	12,2	751	8,6
Licence/Master1	1 921	28,1	672	36,4	2 593	29,9
Master2	452	6,6	102	5,5	554	6,4
Doctorat	77	1,1	19	1	96	1,1
ND	249	3,6	15	0,8	264	3
Total	6 836	100	1 847	100	8 683	100

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 2^e trimestre 2024

La répartition des emplois révèle que la quasi-totalité (97,1%) des employés avait la nationalité malienne contre 2,9% d'étrangers (tableau 4). Le nombre d'emplois occupés par les étrangers a connu une hausse entre le premier et le deuxième trimestre 2024, passant de 185 au premier trimestre 2024 à 256 emplois au deuxième

trimestre de la même année, soit une hausse de 38,4%. Les ressortissants de la Zone UEMOA occupent 1,4% des emplois créés ; ceux du reste de l'Afrique 0,6% ; l'Europe, l'Asie et l'Océanie et autres totalisent moins de 1% (0,9%) des nouveaux emplois créés par le secteur privé. Aucun employé n'est ressortissant de l'Amérique.

Tableau 4 : Répartition des emplois par sexe et selon la nationalité

Nationalité	Femme		Homme		Total	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
R ressortissants du Mali	1 835	99,4	6 592	96,4	8 427	97,1
R ressortissants du reste de l'Afrique	3	0,2	50	0,7	53	0,6
R ressortissants de la Zone UEMOA	5	0,3	117	1,7	122	1,4
R ressortissants de l'Europe	4	0,2	4	0,1	8	0,1
R ressortissants de l'Amérique	0	0	0	0	0	0
R ressortissants de l'Asie	0	0	68	1	68	0,8
Océanie	0	0	2	0	2	0
ND	0	0	3	0	3	0
Total	1 847	21,2	6 836	78,8	8 683	100

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 2^e trimestre 2024

Un peu plus de la moitié (52,5%) des emplois créés étaient occupés par des jeunes de la tranche d'âge 25-35 ans dont 56,3% chez les jeunes femmes et 51,4% chez les jeunes hommes. Il faut noter que les nouveaux agents recrutés de 15-24 ans

représentaient 6,1% des emplois créés, constituant ainsi la plus faible proportion parmi les tranches d'âge.

Tableau 5 : Répartition des bénéficiaires par sexe et par groupe d'âge

Tranche d'âge	Homme		Femme		Total	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
15-24 ans	374	5,5	158	8,6	532	6,1
25-35 ans	3 516	51,4	1 039	56,3	4 555	52,5
36-44 ans	1 865	27,3	431	23,3	2 296	26,4
45 ans et plus	947	13,9	155	8,4	1 102	12,7
ND	134	2	64	3,5	198	2,3
Total	6 836	78,8	1847	21,2	8 683	100

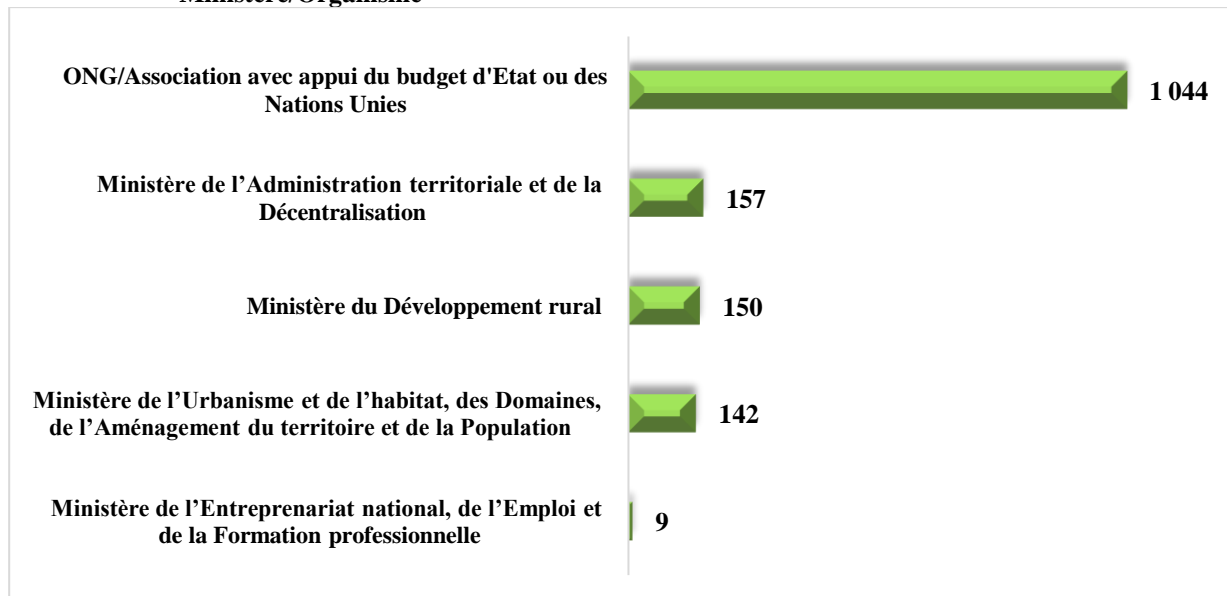
Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail, 2^e trimestre 2024

Créations d'emplois du secteur public²

Au 2^e trimestre 2024, 10 209 emplois ont été créés par le secteur public, sur lesquels 1 502 emplois créés par les projets / programmes d'investissement et 8 707 auto-emplois ou projets / programmes d'insertion. Nous constatons cependant une augmentation du nombre d'emplois créé par le secteur public entre le 1^e et le 2^e trimestre 2024, soit 1 693 emplois de plus, comparé au trimestre précédent qui a enregistré 8 516 emplois publics.

Sur les 1 502 emplois créés par les projets et programmes d'investissement, on note que,

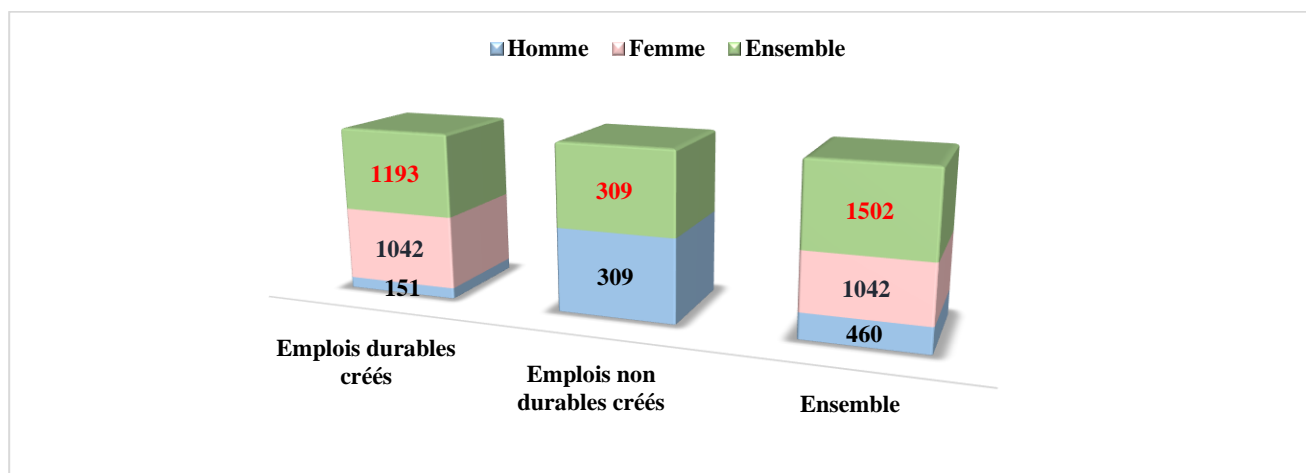
près de huit emplois sur dix (79,4%), soit 1 193 emplois étaient durables³. En outre, la totalité (100%) des emplois non durables étaient pourvus par les hommes et près de sept personnes sur dix (69,4%) insérées dans les projets et programmes d'investissements, étaient des femmes, soit 1 042 femmes. Il faut remarquer également que 69,5%, (soit 1 044) des emplois publics des projets et programmes d'investissements, ont été générés par les ONG/Associations avec l'appui du Budget d'Etat ou des Nations Unies (Graphique 2).

Graphique 1 : Répartition des emplois créés par les projets et programmes d'investissement par sexe selon le Ministère/Organisme

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées par les points focaux emploi, 2^e trimestre 2024

² Les emplois du secteur public peuvent être des emplois permanents ; des emplois générés par les projets et programmes d'investissement ou être des auto-emplois de projets et programmes d'insertion grâce à un financement sur le budget national ou celui des partenaires. La durée des emplois générés par les projets et programmes d'investissement est généralement liée à celle des projets.

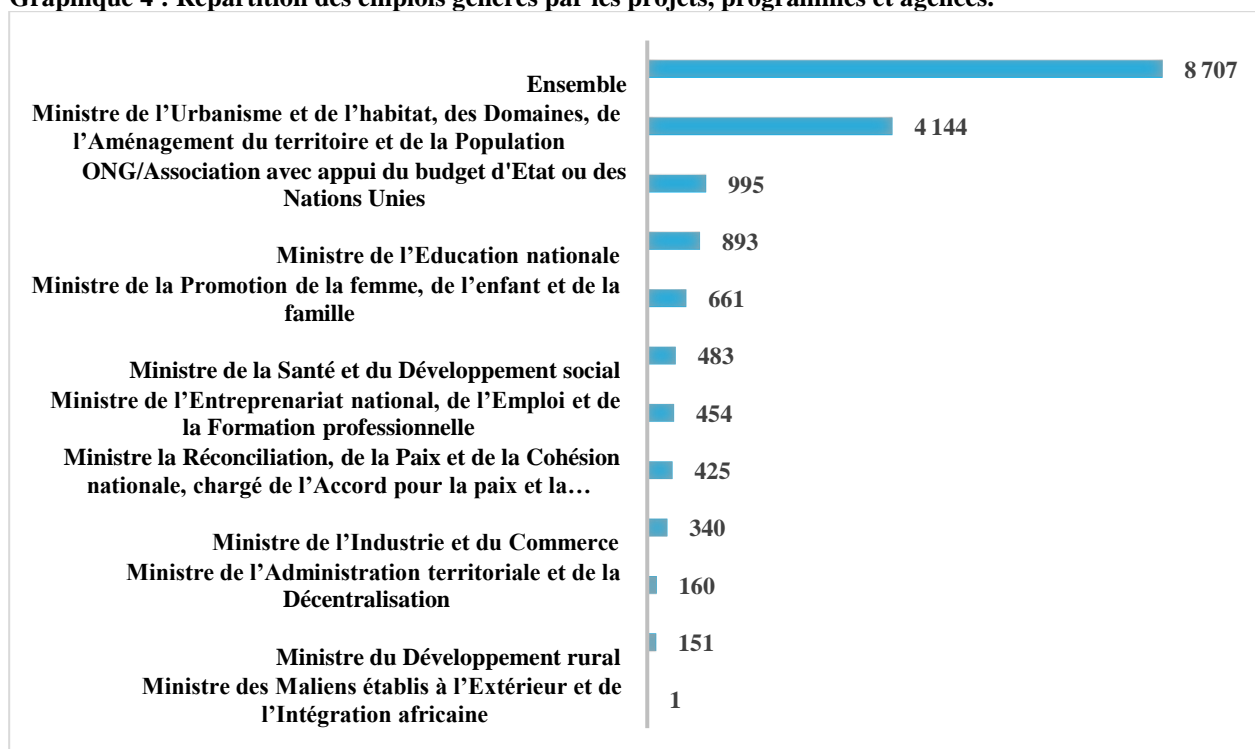
³ Les emplois durables sont définis comme s'étendant sur six mois ou plus.

Graphique 3 : Type d'emplois générés par sexes par les projets, programmes d'investissement au 2^e trimestre.

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées par les points focaux emploi, 2^e trimestre 2024

Les projets et programmes d'insertion (auto-emplois) ont généré 8 707 emplois au cours du 2^e trimestre 2024. Le ministère de l'urbanisme et de l'habitat, des domaines, de l'aménagement du territoire et de la population était le plus grand pourvoyeur d'auto emplois avec 4 144 postes ; suivi de

loin des ONG/Association avec appui du Budget d'Etat ou des Nations Unies et le Ministère de l'Education Nationale avec respectivement 995 et 893 emplois créés. Le Ministère des maliens établis à l'extérieur et de l'intégration africaine a favorisé la création d'un seul auto-emploi (graphique 4).

Graphique 4 : Répartition des emplois générés par les projets, programmes et agences.

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées par les points focaux emploi, 2^e trimestre 2024

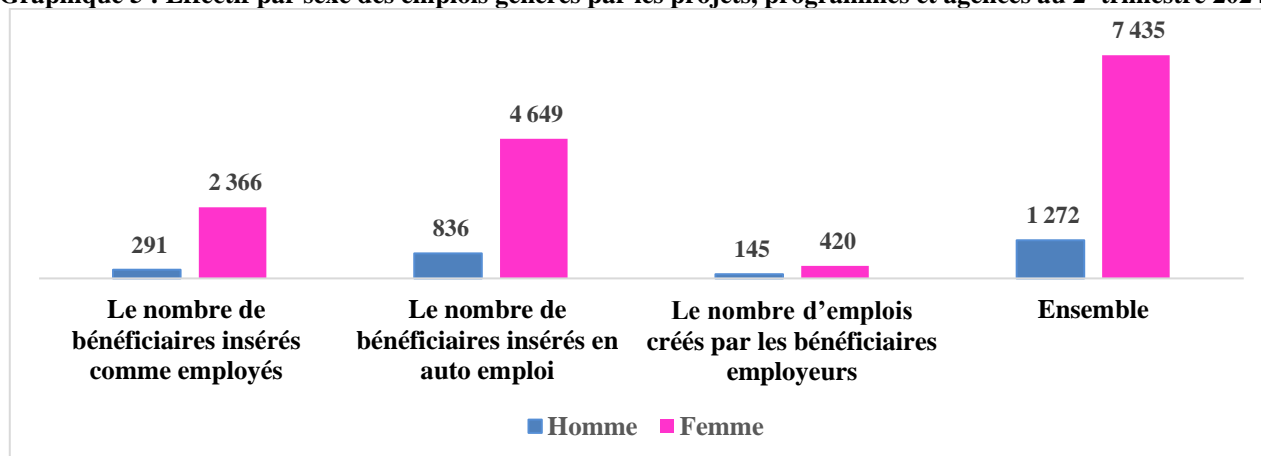
Au 2^e trimestre 2024, les femmes étaient plus représentées dans les projets et programmes d'insertion, soit 7 435 contre 1 272 hommes, soit un total de 8 707 emplois. Sur ce total, 63% sont des auto-emplois, 30,5% des employés et 6,5%

des emplois créés par les employeurs. Au cours de ce trimestre, quel que soit le type d'emploi généré par les projets programmes et agences, les femmes ont créé plus d'opportunités que les hommes. Ainsi, les employeuses ont créé 420

emplois contre 145 pour les hommes employeurs. Concernant les bénéficiaires insérés en auto-emploi, on remarque encore que les femmes s'inséraient plus en auto-emplois, soit 4 649

contre 836 hommes. Le même constat est valable chez les bénéficiaires insérés comme employés avec 2 366 femmes contre 291 hommes.

Graphique 5 : Effectif par sexe des emplois générés par les projets, programmes et agences au 2^e trimestre 2024.



Source : Calculs de l'ONEF à partir des données collectées par les points focaux emploi, 2^e trimestre 2024

Pertes d'emplois

Entre le 1^e et le 2^e trimestre 2024, on a constaté une baisse de 43,1% de demande d'avis ou d'autorisation de licenciement. Les avis de licenciement ont concerné 529 travailleurs au 2^e trimestre 2024 contre 930 au 1^{er} trimestre de la même année.

Les données du tableau 6 montrent que le motif économique et les fautes professionnelles/mauvaise manière de servir/ manque de

confiance étaient les principales causes évoquées avec respectivement 193 et 130 cas. Ces cas étaient respectivement de 263 et 458 au 1^e trimestre 2024. Les régions ayant fait plus de demande d'avis ou d'autorisation de licenciement sont Kayes (187, soit 35,3%), Bamako (161, soit 30,4%) et Ségou (57, soit 10,8%). Les cas de fautes lourdes ou vol ont été enregistrés à Bamako (26), Ségou (5), Koulikoro (2) et Bougouni (2).

Tableau 6 : Répartition des pertes d'emplois selon le motif, de la période d'Avril à Juin 2024

Régions	Rupture conventionnelle	Fautes professionnelles/ Mauvaise manière de servir/ Manque de confiance	Abandon/ Démission	Motif économique	Départ à la retraite	Fautes lourdes/ Vol	Inaptitude physique/Décès	Total
Kayes	71	56	12	45	1	0	2	187
Koulikoro	1	2	1	2	0	2	0	8
Sikasso	2	4	2	12	0	0	0	20
Ségou	1	20	4	27	0	5	0	57
Mopti	0	0	4	15	0	0	0	19
Tombouctou	0	0	0	39	0	0	0	39
Gao	0	1	0	11	0	0	0	12
Kidal	0	0	0	0	0	0	0	0
Taoudenni	0	0	0	0	0	0	0	0
Ménaka	0	0	0	0	0	0	0	0
Bougouni	0	5	0	6	0	2	1	14
Koutiala	0	2	0	2	0	0	0	4
San	0	2	1	5	0	0	0	8
Nioro	0	0	0	0	0	0	0	0
Kita	0	0	0	0	0	0	0	0
Dioïla	0	0	0	0	0	0	0	0
Nara	0	0	0	0	0	0	0	0
Douentza	0	0	0	0	0	0	0	0
Bamako	4	38	64	29	0	26	0	161
Total	79	130	88	193	1	35	3	529

Source : Direction Nationale du Travail, Rapport d'activités du 1^{er} trimestre 2024 et du 2^e trimestre 2024

Evolution des créations et des pertes d'emplois

Au 2^e trimestre 2024, il a été enregistré 18 892 nouvelles créations d'emplois et 529 pertes d'emplois, soit une création nette d'emplois de 18 363. Sur les nouvelles créations d'emplois, 46% ont été réalisées par le secteur privé et 54% par le secteur public.

Comparativement au 1^e trimestre 2024, le 2^e trimestre est marqué par une hausse de 13,5% du nombre d'emplois net créé attribuable notamment à une augmentation du nombre

d'emplois générés par les projets/programmes d'investissement et d'insertion de 19,9% ; ainsi que dans une moindre mesure par des emplois privés 0,98%. Au même moment il a été enregistré une diminution de 43,1%, soit des pertes d'emplois (passant de 930 au 1^{er} trimestre à 529 au 2^e trimestre). Ainsi, la création nette d'emplois est passée de 16 185 à 18 363, soit une hausse de 13,4% entre les deux périodes.

Tableau 7 : Evolution des créations et des pertes d'emplois enregistrées du 01 janvier 2023 au 31 mars 2024

Type d'emplois	2021	2022	2023	2024	
				T1	T2
Emplois créés par le secteur privé	25 031	30 368	32 247	8 599	8 683
Emplois créés par le secteur public	30 564	31 351	21 445	8 516	10 209
Emplois permanents (recrutements fonctions Etat, Collectivité, Forces armées et Sécurité)	3 524	11 566	466	0	0
Emplois générés par les Projets, Programmes d'investissements en infrastructure	2 137	1 797	5 077	316	1 502
Auto-Emplois générés par les Projets, Programmes, Agences d'insertion	24 903	17 988	15 902	8 200	8 707
Total emplois créés	55 595	61 719	53 692	17 115	18 892
Pertes d'emplois	2 692	2 303	4 159	930	529
Total création nette d'emplois	52 903	59 416	49 533	16 185	18 363

Source : Bulletins trimestriels, ONEF 2021-2024*

Offres et demandes d'emploi⁴

Au cours du deuxième trimestre 2024, au total 1 025 demandes d'emplois ont été enregistrées contre 424 offres d'emplois et 400 placements. En termes de représentativité, c'est la région de Kayes qui arrive en tête avec 30,1% de demandes d'emplois, suivie du District de Bamako (17,7%), Ségou (11,9%) et Sikasso

(9,9%). Sur l'ensemble des demandes d'emplois enregistrées, les femmes représentaient plus d'un tiers (38,5%). Elles sont minoritaires dans toutes les régions, exception faite de Kayes où, les femmes représentent 51% des demandeurs d'emploi de la région

Tableau 8 : Répartition des demandes d'emplois enregistrées par région selon le sexe

Régions	Homme	%	Femme	%	Ensemble	%
Kayes	151	49,0	157	51,0	308	30,1
Sikasso	61	60,4	40	39,6	101	9,9
Ségou	68	55,7	54	44,3	122	11,9
Mopti	51	63,8	29	36,3	80	7,8
Tombouctou	23	65,7	12	34,3	35	3,4
Gao	64	83,1	13	16,9	77	7,5
Kidal	37	69,8	16	30,2	53	5,2
Ménaka	43	70,5	18	29,5	61	6,0
Taoudenni	4	57,1	3	42,9	7	0,7
Bamako	128	70,7	53	29,3	181	17,7
Total	630	61,5	395	38,5	1 025	100

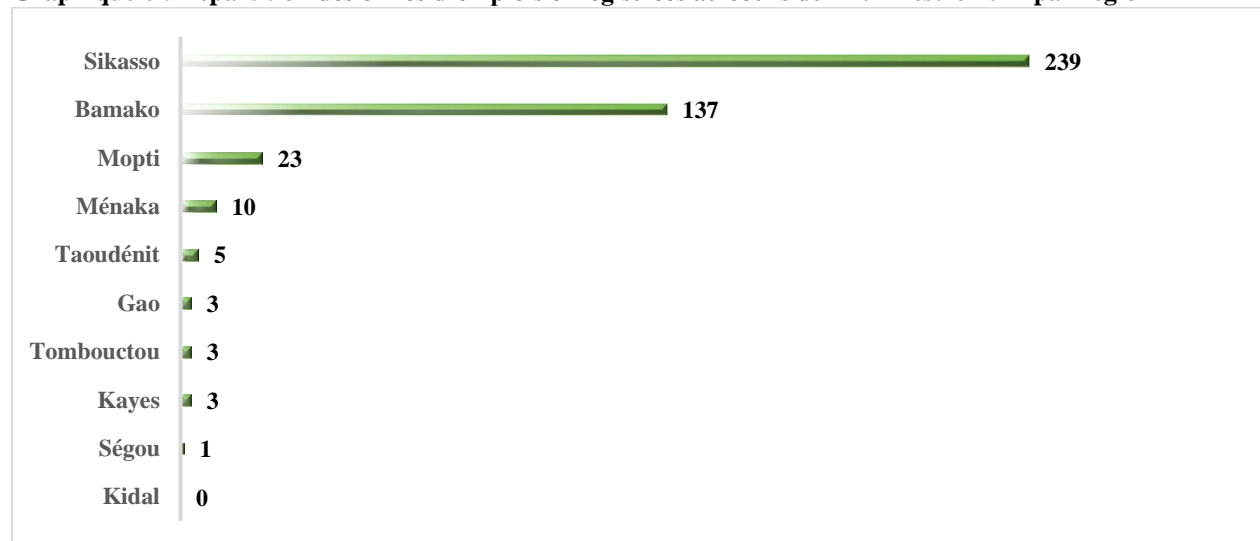
⁴ Les offres et les demandes d'emplois sont collectées principalement par l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE)/ Des bureaux de placement publics et privés font également des intermédiations en terme de demande, d'offres et de placements.

Source : DPS/ANPE

Entre le premier et le deuxième trimestre 2024, le nombre d'offres d'emplois a connu une baisse de 15,9%, passant de 504 offres d'emplois au 1^{er} trimestre 2024 à 424 offres au second. Le District de Bamako a connu une baisse de 32,5% dans les offres

d'emplois. Plus de la moitié des offres (56,4%) ont été enregistrées à Sikasso et près du tiers (32,3%) dans le district de Bamako.

Graphique 6 : Répartition des offres d'emplois enregistrées au cours du 2^e trimestre 2024 par région



Source : DPS/ANPE

Dans l'ensemble, au cours du 2^{ème} trimestre 2024, 90,75% des placements effectués concernaient les hommes contre 9,25% de femmes. La région de Sikasso vient en tête des placements effectués avec 59,8% des placements, suivie de loin par le District de Bamako et la région de Mopti avec respectivement 18,75% et 12,3%.

Il faut noter que les bureaux de placement des régions de Koulikoro, Kidal et Taoudenni, n'ont enregistré aucun placement au cours du 2^e trimestre 2024. A Kayes, Ségou, Gao et Bamako, aucune femme n'a été placée, tandis qu'à Ménaka, les 3 personnes placées sont des femmes.

Tableau 6 : Placements effectués au cours du 2^e trimestre 2024 par région selon le sexe

Régions	Homme		Femme		Ensemble	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
Kayes	1	100,0	0	0,0	1	0,3
Sikasso	223	93,3	16	6,7	239	59,8
Ségou	1	100,0	0	0,0	1	0,3
Mopti	33	67,3	16	32,7	49	12,3
Tombouctou	20	90,9	2	9,1	22	5,5
Gao	10	100,0	0	0,0	10	2,5
Ménaka	0	0,0	3	100,0	3	0,8
District de Bamako	75	100,0	0	0,0	75	18,8
Total	363	90,8	37	9,3	400	100

Source : DPS/ANPE

Dialogue social

Globalement, au cours du deuxième trimestre 2024 (tableau 10), il a été enregistré 1 028 litiges individuels⁵ sur lesquels 150, soit 15% ont été réglés en conciliation devant l'inspecteur du travail et 832 sont transmis au tribunal.

La région de Kayes et le District de Bamako ont enregistré le plus grand nombre de litiges individuels. Ainsi, il a été enregistré 625 litiges

individuels à Kayes, sur lesquels, 15 ont été réglés en conciliation et 610 sont transmis au tribunal du travail. Quant au District de Bamako, 315 litiges ont été soumis, 90 réglés en conciliation et 198 sont transmis au tribunal. Les deux localités représentent un peu plus de neuf dixième (91,4%) des litiges soumis. Les autres régions se répartissent 8,6% des litiges soumis.

Tableau 7 : Etat des principaux indicateurs du dialogue social par région

Régions	Litiges soumis	Litiges réglés en conciliation	Litiges transmis au Tribunal	Litiges en instance
Kayes	625	15	610	0
Koulikoro	6	0	2	4
Sikasso	5	0	0	5
Ségou	8	0	0	8
Mopti	32	22	9	0
Tombouctou	0	0	0	0
Gao	8	7	3	1
Kidal	0	0	0	0
Taoudenni	0	0	0	0
Ménaka	0	0	0	0
Bougouni	4	3	1	0
Koutiala	1	0	1	0
San	16	10	6	0
Nioro	0	0	0	0
Kita	2	0	1	1
Dioïla	1	0	1	0
Nara	1	0	0	1
Douentza	4	3	0	1
District de Bamako	315	90	198	23
Total	1 028	150	832	44

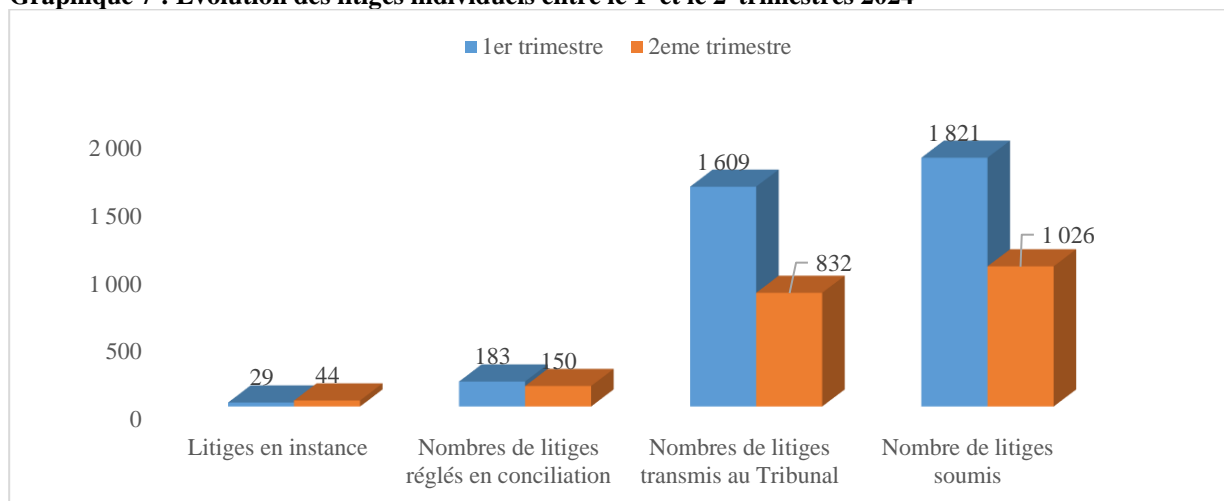
Source : Direction Nationale du Travail, Rapport d'activités du 1^{er} et le 2^e Trimestre 2024

L'analyse du graphique 6 montre que le nombre de litiges individuels soumis a connu une baisse entre le 1^e et le 2^e trimestre 2024, passant de 1829 à 1 028, soit une baisse de 43,7%. Cette baisse est constatée quel que soit le type de litiges, sauf pour les litiges en

instance, où le nombre pour le 2^e trimestre est supérieur à celui du premier trimestre. La baisse est encore plus accentuée pour les litiges transmis au tribunal, soit 1 609 au 1^e trimestre 2024 contre 832 au 2^e trimestre 2024.

⁵ Ces litiges individuels sont relatifs principalement à des réclamations concernant les salaires ou accessoires de

salaires, d'indemnité compensatrice du préavis, d'heures supplémentaires, de licenciement, de congés payés et de repos hebdomadaire

Graphique 7 : Evolution des litiges individuels entre le 1^{er} et le 2^e trimestres 2024

Source : Direction Nationale du Travail, rapports d'activités des 1^{er} et 2^e trimestres 2024

Indice harmonisé des prix à la consommation

Au 2^e trimestre 2024, l'indice harmonisé a connu une hausse de 3% par rapport au trimestre précédent. On constate une baisse continue du taux d'inflation⁶ de

juillet 2023 à juin 2024, restant ainsi toujours inférieur à la norme communautaire de l'UEMOA.

Tableau 8 : Variation trimestrielle du taux d'inflation

	Pondération	2 ^e trimestre 2023	1 ^{er} trimestre 2024	2 ^e trimestre 2024	Variation trimestrielle	Variation trimestrielle en glissement annuel
Indice global	10 000	117,4	116,3	119,8	3,0	2,0
1 Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	5847	123,4	122,44	126,54	3,3	2,5
2 Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	78	112,6	123,54	130,47	5,6	15,9
3 Articles d'habillement et chaussures	557	112,5	113,45	114,94	1,3	2,2
4 Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	951	116,4	104,3	111,46	6,9	-4,2
5 Meubles, articles de ménage et entretien courant	362	116,5	117,39	117,26	-0,1	0,7
6 Santé	307	118	131,84	137,52	4,3	16,5
7 Transport	879	108,9	107,75	110,95	3,0	1,9
8 Communication	487	79,2	77,46	79,29	2,4	0,1
9 Loisirs et cultures	151	138,5	139,68	139,63	0,0	0,8
10 Enseignement	65	118,9	119,73	122,41	2,2	3,0
11 Restaurants et hôtels	60	109,3	113,46	114,46	0,9	4,7
12 Biens et services divers	250	126,4	129,09	130,43	1,0	3,2

Source : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2014), INSTAT

Cette hausse du niveau de l'Indice trimestriel est entraînée quasiment par toutes les

fonctions, à l'exception de la fonction meubles, articles de ménage et entretien

⁶ Rappelons que le taux d'inflation annuel moyen, mesure la variation de l'indice des 12 premiers mois par rapport

aux 12 mois précédents. Il joue le rôle d'indicateur de convergence dans les huit (8) États membres de l'UEMOA.

courant du foyer, soit une baisse de 0,1% entre les deux périodes. Ainsi les fonctions ayant connu une plus grande hausse durant le second trimestre sont :

- logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (6,9%) ;
- boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (5,6%) ;
- santé (4,3%) ;
- produits alimentaires et boissons non alcoolisées (3,3%).

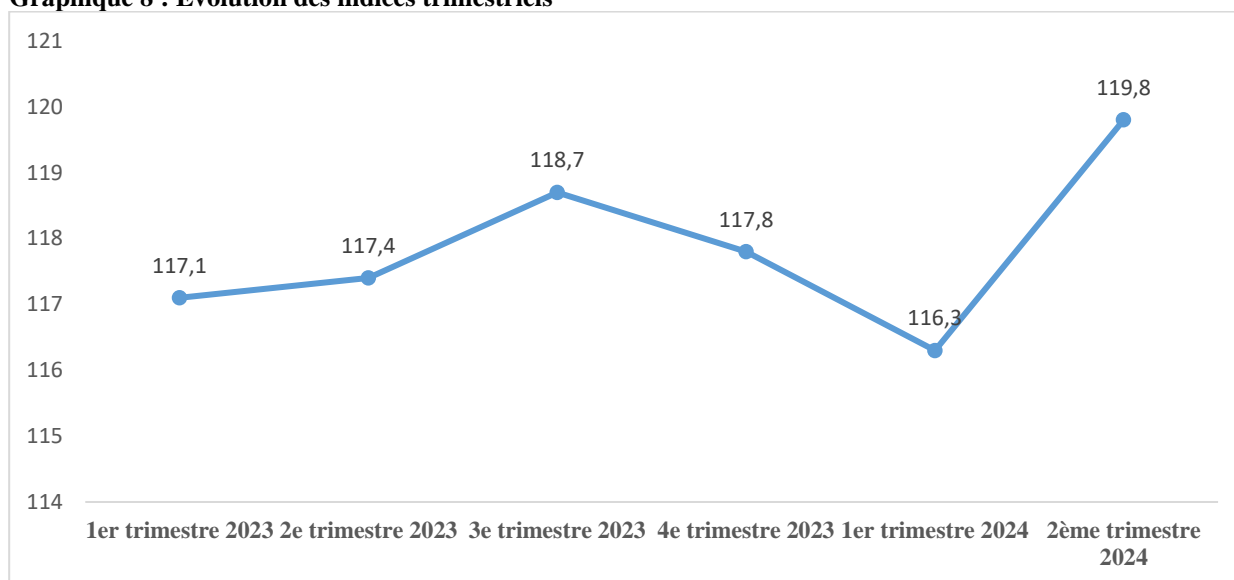
Quant à la variation en glissement, les plus fortes croissances ont été observées au niveau des fonctions :

- santé (16,5%)
- boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (15,9%)
- restaurants et hôtels (4,7%)
- biens et services divers (3,2%).

Le graphique 7, révèle qu'au cours de l'année 2023, l'indice a connu une hausse graduelle jusqu'au 3^e trimestre, passant de 117,1% au 1^{er} trimestre à 118,7% au 3^e trimestre. Cependant du 3^e trimestre 2023

au 1^e trimestre 2024, il a ensuite diminué progressivement pour un minimum de 116,3 au 1^{er} trimestre 2024. L'indice le plus élevé est celui observé au deuxième trimestre 2024 avec 119,8.

Graphique 8 : Évolution des indices trimestriels

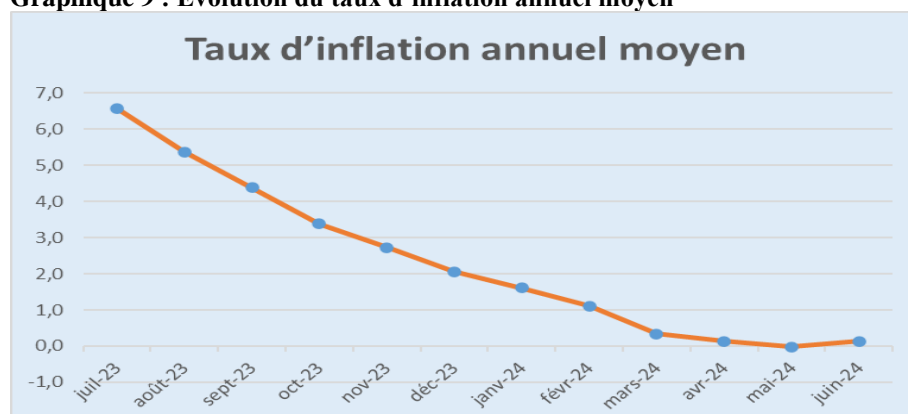


Source : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2014), INSTAT

Le niveau de l'indicateur de convergence (l'inflation annuelle moyenne) au Mali a connu une baisse durant l'année 2023. Depuis juillet 2023, l'indice a baissé progressivement. L'inflation est passée de 6,6% en juillet à 0,1% en juin 2024. Elle est

actuellement inférieure à la norme communautaire (3%) de l'UEMOA. Ainsi au Mali, l'inflation continue d'être maîtrisée au 2^{ème} trimestre 2024 et ce, malgré la crise sécuritaire que traverse le pays.

Graphique 9 : Evolution du taux d'inflation annuel moyen



Source : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC base 2014), INSTAT

Nouvelles créations d'entreprises

Au 2^e trimestre 2024, le nombre d'entreprises créées a connu une baisse par rapport à celui du premier trimestre de la même année. En effet, il est passé de 3 797 entreprises au 1^{er} trimestre 2024 à 3 141 entreprises créées au 2^e trimestre de la même année, soit une baisse de 656 entreprises (17,2%).

Ces résultats peuvent être expliqués par la persistance de la crise énergétique, le

découragement des investisseurs à s'engager davantage, affectant ainsi la création d'emplois dans les branches d'activités telles que le commerce général et les prestations de services. Ainsi, on constate que les investisseurs étaient attirés par les branches « Commerce, commerce général (47,5%) », « Prestation de service (25%) » et « autres activités commerciales (20,2%) ». Ces 3 branches ont créé 92,7% des entreprises créées.

Tableau 12 : Répartition des nouvelles entreprises créées selon la branche d'activités au 1^{er} et 2^e trimestre

Branche d'activités	1 ^e trimestre 2024	2 ^e trimestre 2024
Activités connexes à l'intermédiation financière	2	0
Activités de loisirs, culturelles et sportives	2	3
Activités de transports connexes et auxiliaires ; agences de voyage	28	19
Activités extractives, minière	9	9
Activités immobilières	26	24
Assainissement, Ramassage d'ordures	9	15
Assistance sociale et santé	10	9
Autres activités commerciales	448	633
Commerce, Commerce général	1 999	1 492
Communication	6	3
Construction, BTP, Travaux d'ingénierie	128	68
Education, Formation, Recherche	17	15
Enseignement	14	7
Gardiennage, sécurité	9	8
Hôtels et restaurants	14	10
Prestations de services	1 044	786
Recherche et Exploitation Minière	19	15
Santé et action sociale	10	7
Transports terrestres ; transports par pipelines	3	18
Total	3 797	3 141

Source : Calculs de l'ONEF à partir des données de l'API Mali 2024.

Sigles et Abréviations

ANPE	Agence nationale pour l'emploi
API	Agence pour la promotion des investissements au Mali
BIT	Bureau international du travail
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
DNT	Direction nationale du travail
DRT	Direction régionale du travail
FCFA	Franc de la communauté financière africaine
IHPC	Indices harmonisés des prix à la consommation
INSTAT	Institut national de la statistique
OIT	Organisation internationale du travail
ONEF	Observatoire national de l'emploi et de la formation
PIB	Produit intérieur brut
SIMT	Système d'information sur le marché du travail

Directeur de publication

M. Boubacar DIALLO
(DG, ONEF-Mali)

Directrice de rédaction

Mme. Aoua Saran DEMBELE
(DGA, ONEF-Mali)

Équipe de rédaction

M. Ousmane DIALLO
M. Adama A TOGO
Mme. Kadia BAGAYOKO

Lecture

M. Cheick Fanta Mady TRAORE

Remerciements

- Direction Nationale de l'emploi
- Agence Nationale pour l'emploi
- Direction Nationale du travail
- Institut National de la statistique
- Directions Régionales de l'Emploi et la formation
- Agence pour la Promotion des Investissements
- Cellules de Planification et de Statistique
- Directions de Ressources Humaines de la Défense et Sécurité.

Ce bulletin est produit par l'Observatoire national de l'emploi et de la formation | sis Baco-Djicoroni-ACI, à côté du Lycée Soundiata KEITA.

Bamako (Mali) | Tel : +223 20 28 61 09. Email : contact@onef.ml. Site : www.onef.ml.